

Pourquoi les Flamands connaissent mieux le français que les Wallons le néerlandais et pourquoi cela ne changera jamais.

The Brussels Times - Philippe Van Parijs - 10 juillet 2023

Traduction libre avec DeepL.com

<https://www.brusselstimes.com/column/594432/why-flemings-know-french-better-than-walloons-know-dutch-and-why-this-will-never-change>

Le 20 juin, Willem-Alexander, roi des Pays-Bas, était en visite au parlement fédéral belge. La présidente du parlement, Eliane Tillieux, a tenté de l'accueillir en néerlandais, mais elle était tellement bloquée que le roi l'a invitée à continuer en français.

Comment des hommes politiques francophones de premier plan, apparemment si attachés à la survie du pays, peuvent-ils être aussi incapables de s'exprimer dans la langue majoritaire de la Belgique ? "Le mépris est toujours omniprésent", a écrit un ancien rédacteur en chef du quotidien De Standaard dans un commentaire sur l'incident. Son explication est dépassée, mais la réalité est indéniable et elle est là pour durer.

Que sait-on de la connaissance des Belges dans les deux langues principales du pays ? À proprement parler, pas grand-chose. Le recensement national fournissait des informations complètes sur les compétences linguistiques auto-évaluées, mais seulement jusqu'en 1947. Par la suite, la partie linguistique du recensement a été brusquement supprimée sous la pression des Flamands, car elle montrait que le français gagnait du terrain sur le sol flamand. Les seules données quantitatives que nous possédons sur la situation actuelle proviennent d'une décomposition régionale de données non publiées d'un Eurobaromètre de 2012.

Le pourcentage de personnes déclarant connaître la langue de l'autre région à un niveau plus que rudimentaire était alors d'environ 75 % en Flandre et d'environ 20 % en Wallonie. Quelques rencontres au hasard de part et d'autre de la frontière linguistique devraient rapidement vous convaincre que cet écart n'est pas exagéré. Comment expliquer un écart aussi important ?

Tout d'abord, il y a la longue ombre du passé. Jusqu'aux années 1930, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur étaient majoritairement dispensés en français en Flandre. Il n'est donc pas étonnant que le bilinguisme ait été à l'époque beaucoup plus répandu chez les Flamands que chez les Wallons.

Une fois qu'une asymétrie aussi importante est en place, elle s'auto-entretient : lorsque des Flamands rencontraient des Wallons au cours des décennies suivantes, il était fort probable que le français des premiers soit meilleur que le néerlandais des seconds et que le français soit donc utilisé.

Par conséquent, le français des Flamands était continuellement rafraîchi et amélioré par la pratique, tandis que le néerlandais des Wallons n'était pratiquement jamais utilisé et restait à un niveau déplorablement bas, ce qui n'incitait guère à l'améliorer.

La géographie, cependant, explique autant que l'histoire. Même s'il n'y avait pas eu de domination institutionnelle du français en Flandre pendant plus d'un siècle après l'indépendance de la Belgique, une asymétrie serait apparue avec le développement des congés payés et du tourisme de masse.

Il n'est donc pas surprenant que la première destination de vacances des Flamands soit la France, un grand pays voisin où le soleil brille plus généreusement qu'en Flandre, mais où presque personne ne connaît le néerlandais et où l'on ne peut même pas compter sur l'anglais. Les Flamands sont donc très motivés pour apprendre le français et ont de nombreuses occasions de le pratiquer. En revanche, les Pays-Bas ne figurent pas parmi les destinations de vacances des Wallons. En outre, la langue parlée des Néerlandais est si différente de celle des Flamands que de nombreux Wallons trouvent qu'il est moins pénible de communiquer avec eux dans un anglais approximatif que dans le néerlandais flamand qu'ils ont pu apprendre.

Une asymétrie créée par l'histoire et la géographie pourrait en principe être inversée par le système éducatif. Pour l'instant, cependant, elle est encore renforcée. En Flandre, le français est obligatoire pour tous les élèves à partir de la cinquième année de l'enseignement primaire, tandis que l'anglais n'est enseigné qu'à partir de la deuxième année de l'enseignement secondaire. En Wallonie, une deuxième langue est également enseignée à partir de la cinquième année de l'enseignement primaire.

Toutefois, les parents ont le choix entre le néerlandais et l'anglais. En 2021, le néerlandais a été choisi par 32 % des élèves, contre 49 % en 2009. Une deuxième langue étrangère peut être ajoutée ultérieurement, mais elle n'est pas obligatoire. Par conséquent, une proportion importante et croissante d'élèves wallons n'ont qu'une très faible exposition au néerlandais, et beaucoup n'en ont aucune.

Cette situation est devenue suffisamment embarrassante pour que les dirigeants politiques francophones conviennent de la nécessité de prendre des mesures. En octobre 2022, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en charge de l'enseignement francophone en Belgique, a décidé qu'à partir de 2026, le néerlandais serait enseigné dès la troisième année dans toutes les écoles primaires de Wallonie (à l'exception de la petite région germanophone), comme c'est le cas depuis toujours dans la région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit d'une décision courageuse, soutenue par un large consensus politique, mais qui va à l'encontre de la préférence d'une majorité croissante de parents wallons pour l'anglais au détriment du néerlandais. Cela deviendra-t-il un jour une réalité ?

Un obstacle potentiellement mortel a été mis en suspens. L'OCDE a décidé d'introduire dans son enquête PISA, à partir de 2025, une quatrième dimension : en plus des mathématiques, des sciences et de la lecture dans la langue d'enseignement, la connaissance d'une langue étrangère des élèves de 15 ans serait également évaluée : l'anglais. La Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas obtenu de très bons résultats dans les enquêtes PISA jusqu'à présent. Elle ferait encore moins bien, surtout par rapport à la Flandre, si l'on y ajoutait l'anglais.

Dans ce cas, vu l'impact médiatique et politique des classements PISA, on ne peut pas s'attendre à ce que les futurs ministres de l'éducation et les gouvernements résistent à la tentation de donner la priorité à l'anglais. Heureusement pour la pérennité de la décision

d'imposer le néerlandais, cette quatrième dimension de l'enquête PISA est facultative et la Fédération Wallonie-Bruxelles a sagement décidé de ne pas se prévaloir de cette option.

Il existe cependant un obstacle bien plus redoutable à la généralisation de l'enseignement du néerlandais en Wallonie, un obstacle qui ne peut être levé aussi facilement. Pour enseigner le néerlandais, il faut des professeurs, idéalement des locuteurs natifs. Facile, me direz-vous, il y en a plein à côté de chez vous. Mais la Flandre souffre d'une pénurie générale d'enseignants. De plus, les enseignants sont payés 5 à 10 % de moins en Wallonie qu'en Flandre. Et une récente réforme du calendrier scolaire wallon fait que les enseignants qui ont leurs enfants dans une école flamande n'ont pas intérêt à enseigner dans une école wallonne.

Par conséquent, les écoles d'immersion de Wallonie, où certaines matières sont censées être enseignées en néerlandais, sont en grande difficulté. Trouver aujourd'hui ou plus tard suffisamment de locuteurs natifs pour occuper les centaines de places créées par l'obligation d'enseigner le néerlandais à partir de la troisième année de l'enseignement primaire relève de l'utopie.

Il faudra donc des enseignants locaux. Mais le niveau général de néerlandais de la population wallonne est si bas qu'il faudra des décennies pour élever et recruter suffisamment d'enseignants compétents pour former le nombre requis d'enseignants capables d'enseigner eux-mêmes le néerlandais aux écoliers. De plus, l'augmentation récente (de trois à quatre) du nombre d'années d'études nécessaires pour devenir instituteur aggravera encore la pénurie.

Par conséquent, même avec la meilleure volonté politique du haut vers le bas, la contribution du système éducatif à la diffusion de la compétence en néerlandais au sein de la population wallonne ne peut être que désespérément lente, d'autant plus qu'elle n'est pas poussée par une demande enthousiaste du bas vers le haut. Le gouvernement a déjà décidé de reporter la mise en œuvre de la réforme de 2026 à 2027. Il est peu probable que ce soit la dernière fois.

Néanmoins, si la volonté politique ne s'évapore pas complètement, le néerlandais des Wallons devrait s'améliorer dans les années à venir. Quant au français des Flamands, il devrait continuer à régresser. Mais le faible instrument qu'est l'enseignement des langues à l'école n'a pas la moindre chance de compenser le poids de l'histoire et de la géographie. Le mépris pour la langue néerlandaise n'est plus omniprésent. Pour diverses raisons, il en reste peu. Pourtant, les Wallons seront toujours plus mauvais en néerlandais que les Flamands en français. On peut donc le prédire avec certitude.

[Translated with DeepL](#)